

Erdogan, l'allié mésallié

Dr. David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'université du Québec

Le président turc Erdogan se veut être partout et s'ingère où il le peut. La déstabilisation fait son affaire et il ne rate jamais une occasion pour verser de l'huile sur le feu.

Lors du printemps arabe, la Turquie était admirée par plusieurs pays arabes qui voyaient en elle un modèle de pays musulman et démocratique. Ce capital de sympathie a été dilapidé et Erdogan s'est aliéné la plupart de ces pays. À commencer par l'Égypte, car Erdogan n'a jamais admis l'éviction du président égyptien Morsi associé à la mouvance des Frères musulmans. Il exècre le président syrien et intervient militairement en Syrie pour mieux traquer les Kurdes ; il envoie des mercenaires prendre part à la guerre civile en Libye et en Azerbaïdjan. Il invective encore et encore l'Arabie saoudite au sujet de l'assassinat du journaliste saoudien Khashoggi ; il offre son soutien aux Libanais sunnites, aux Houthis du Yémen et au Hamas à Gaza.

Son seul allié est le Qatar qui a investi 18 milliards en Turquie et qui héberge sur son territoire une garnison de 5 000 soldats turcs. Le Qatar appuie le mouvement des Frères musulmans dans le monde entier et c'est sur cette mouvance qu'Erdogan compte également pour faire avancer ses ambitions néo-ottomanes. Pour ce qui est du Qatar, des milliards de dollars « non déclarés » sont offerts par ce pays aux universités américaines, lui permettant d'y couvrir des cellules islamistes en zone de confort. En outre, le Qatar est boycotté par les pays du Golfe et les exportations de la Turquie vers ces pays sont à la baisse.

Mais il y a plus que cela : Erdogan remet en question la création des pays arabes qui a suivi le démantèlement de l'Empire ottoman. Il affirme

également : « Jérusalem est à nous. » Il remet en question le contrôle des lieux saints par l'Arabie saoudite.

Et cela est loin de le satisfaire : aussi, il remet en question la partition des zones économiques de la Méditerranée orientale.

Angela Merkel qui n'est pas d'accord à admettre la Turquie dans l'Union européenne se fait traiter de nazi. Macron qui se prononce contre l'isolationnisme islamiste se fait traiter de déficient mental. Erdogan a été jusqu'à accuser la Hollande d'avoir massacré des musulmans à Srebrenica en Serbie.

L'Union européenne (UE) menace la Turquie de sanctions au regard de ses agissements à Chypre et en Méditerranée orientale. D'autre part, l'UE éprouve un certain malaise avec les projets grandioses d'Erdogan visant à édifier un nombre élevé de mosquées et d'écoles en Europe, afin de conserver son influence sur les millions d'émigrés turcs.

Un despote ottoman

Erdogan agit en despote dans son pays où les droits et libertés sont en chute libre. En l'espace de deux ans, 150 000 personnes, dont des juges des professeurs, des journalistes, des fonctionnaires et des militaires, ont été arrêtées et emprisonnées. Plusieurs tentatives visant à bloquer les réseaux sociaux turcs ont été faites. Les médias turcs ont été muselés : plus de 200 organes médiatiques ont été fermés. Du point de vue de la liberté de presse, la Turquie d'aujourd'hui vient au 154^e rang sur 180 pays. Plusieurs dizaines de milliers de personnes dont des centaines de mineurs ont été traduites en justice pour manque de respect envers Erdogan, la pénalité pouvant aller jusqu'à 4 ans de prison.

Un allié suspect

Tant pour les États-Unis que pour la Russie, la Turquie est un allié suspect.

Celle-ci est considérée comme la brebis galeuse de l'OTAN, car Erdogan n'arrête pas de vilipender l'Amérique et l'Occident. Il commande un système antiaérien russe (S-400) et de ce fait se fait éliminer du programme de construction et d'achat de l'avion furtif américain F-35. Aussi, l'adhésion de la Turquie à l'OTAN est de plus en plus remise en question. En outre, une pénalité de plusieurs milliards de dollars plane sur la banque turque Hallmark accusée d'avoir aidé l'Iran à enfreindre l'embargo américain.

Erdogan est présumé être allié de la Russie. Or, les accrochages entre militaires russes et turcs sont nombreux tant en Syrie qu'en Libye. Du fait qu'il veuille prendre trop de place au Haut-Karabagh, la Russie l'attaque de façon indirecte en bombardant des miliciens parrainés par la Turquie en territoire syrien et en brouillant électroniquement des drones turcs d'Azerbaïdjan lesquels ne peuvent achever leur vol qu'en piqué.

Le militant islamiste

À ses débuts sur la scène politique, Erdogan a savamment caché son jeu en simulant être démocrate ; par la suite, il a progressivement et systématiquement détruit l'héritage laïc d'Atatürk en écrasant sur son chemin toute opposition potentielle.

Il habille sa verve d'audace vengeresse en se posant effrontément comme la victime de la zizanie qu'il continue d'attiser.

En baisse de popularité dans son propre pays, il veut se montrer comme le chef de file du soutien aux Palestiniens si ce n'est du monde arabe. Il a adopté le slogan populiste et accrocheur de l'islamophobie en Occident pour mettre de son côté des masses musulmanes.

Ce dernier slogan décrie une islamophobie plus imaginaire que réelle. Erdogan tente d'instrumentaliser la religion de toute son énergie, haranguant les masses en vue de les rallier derrière sa posture califale. Il veut se poser en héros du panislamisme, célébrant en toute pompe la capture de Constantinople et convertissant Sainte-Sophie en mosquée.

En vue des prochaines élections

Erdogan est en perte de vitesse. Sa popularité baisse en Turquie même : l'économie turque est en sérieuse difficulté ; plus de 25% des jeunes âgés de 15 à 34 ans sont au chômage et beaucoup cherchent à émigrer ; 26 % des diplômés d'université ne trouvent pas d'emploi. L'agence de notation Moody's a dégradé la cotation de la dette turque, l'assortissant d'une perspective négative.

En outre, les maires d'Istanbul et d'Ankara seront des rivaux de taille aux prochaines élections prévues pour 2023.

Erdogan cherche à arborer des victoires en s'interposant dans les conflits régionaux et en vantant les armements turcs. Il sait que la porte de l'UE est close. Néanmoins, il fait pression pour que cette dernière revoie l'entente douanière actuelle, annule l'apposition de visas d'entrée et augmente son assistance financière aux réfugiés de Syrie qu'il menace de repousser vers l'Europe.

Il met de l'espoir en des gisements d'hydrocarbures découverts en Mer noire. Il compte aussi sur la construction d'un nouveau pipeline azéri passant par la Géorgie pour faire de son pays une plaque tournante de la fourniture d'hydrocarbures à l'Europe. Ces perspectives n'enchantent pas la Russie et Erdogan aura grand mal à trouver les capitaux et les technologies de pays occidentaux pour l'exploitation des hydrocarbures en Mer noire, alors qu'il les vilipende profusément.

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman était considéré être « l'homme malade de l'Europe. » La Turquie d'aujourd'hui devient « l'homme qui rend malade l'Europe et pas seulement l'Europe. »

Il faut s'attendre à d'autres coups d'éclat si Erdogan veut continuer à attiser la ferveur nationaliste ottomane d'ici les prochaines élections.